

Questions orales

régions. Par conséquent, je demande au premier ministre de saisir l'occasion pour expliquer les propos controversés que son ministre de l'Environnement a tenus vendredi dernier, selon lesquels le Canada aura à choisir entre Terre-Neuve et Québec. Est-ce que le premier ministre peut nous donner cette explication?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le chef de l'opposition a parlé de ceux qui tiennent des propos de nature à favoriser le dialogue et la tolérance au Canada. De toute évidence, il ne parle pas de l'intervention tout à fait inacceptable de son député de Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte qui, hier, a provoqué une situation quand même inacceptable avec des injures et des insultes envers un député de ce gouvernement et député de cette Chambre. Mais, connaissant l'esprit parlementaire de mon ami de Terre-Neuve, on m'informe qu'il a rapidement retiré ce commentaire quand même disgracieux à l'égard d'un membre de la députation.

En ce qui concerne les commentaires du ministre de l'Environnement, cela fait maintenant deux ou trois occasions que le chef de l'opposition arrive avec la même question. Je me suis permis de l'informer, l'autre jour, que le ministre avait bel et bien dit cela, mais qu'il avait également dit autre chose dont la lecture globale ne permettrait à un individu raisonnable de conclure autre chose que le fait que le ministre de l'Environnement favorise l'intégrité du pays et la présence au sein de ce pays de toutes les provinces, que ce soit la province de Québec ou la province de Terre-Neuve et le Labrador. Ce que je trouve déplorable c'est que malgré les réponses précises que j'ai fournies au chef de l'opposition, il persiste à revenir avec cette question dans le but de semer la mésentente ici à la Chambre et à travers le Canada.

Des voix: Ah, Ah!

M. Mulroney: Et je demanderais au chef de l'opposition de cesser de se comporter comme un agent de division, parce que ce n'est pas dans ses habitudes. Je lui demanderais de cesser les propos de cette nature, qui sont blessants, qui sont inexacts et injurieux pour tous les députés de cette Chambre.

• (1420)

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je déplore le ton du premier ministre. Je lui ai donné l'occasion de parler pour un Canada uni.

Des voix: Bravo!

M. Gray (Windsor-Ouest): Je lui ai donné l'opportunité de parler pour un Canada uni et il a manqué cette occasion; il m'a répondu d'une façon politiquement basse, et je pense que je parle au nom de tous les Canadiens quand je dis que nous devons déplorer le ton et la substance de sa réponse aujourd'hui.

[Traduction]

Monsieur le Président, le 23 novembre 1984, le Cabinet du premier ministre a fait parvenir à tous les ministres et sous-ministres une lettre dont voici un extrait:

... les ministres, non pas seulement individuellement mais aussi collectivement comme Cabinet, continueront d'être les principaux porte-parole du gouvernement du Canada.

Lundi, quand j'ai interrogé le premier ministre sur cette déclaration du ministre de l'Environnement: «On peut imaginer une situation où le Canada anglais aura à choisir entre Terre-Neuve et Québec», il m'a répondu, en partie, que le ministre de l'Environnement avait ajouté: «Personne ne pense que Terre-Neuve devrait quitter la Confédération.»

Je demande au premier ministre ce que le ministre de l'Environnement avait en tête quand il a dit en son propre nom et, je suppose, en celui du gouvernement: «On peut imaginer une situation où le Canada anglais aura à choisir entre Terre-Neuve et Québec»?

Dans un esprit d'unité et réconciliation, j'invite le premier ministre à expliquer ces paroles.

[Français]

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le chef de l'opposition me demande de parler pour un Canada uni. L'Accord du lac Meech propose un Canada enfin uni. Est-ce que tous les libéraux vont appuyer l'Accord du lac Meech?

Des voix: Bravo!

M. Gauthier: Oui!

M. Mulroney: L'honorable député d'Ottawa—Vanier me dit oui, et lui, je le crois, parce qu'il a été fidèle à tous les votes en faveur de l'Accord du lac Meech. Le député d'Ottawa—Vanier sait fort bien que lorsque la population québécoise a reçu une promesse de la part du premier ministre du Canada, en 1980, qu'un vote pour le non voulait dire un fédéralisme renouvelé. Le député d'Ottawa—Vanier a compris, comme tous les Québécois également, que cela voulait dire une Constitution avec le Québec, et pas le Québec à l'écart.